

MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR
LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Révision

Communication de la Norvège

La délégation de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord.

1. L'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce a été adopté par le Parlement norvégien, ce qui signifie qu'il a directement force exécutoire pour les autorités réglementaires norvégiennes. Comme l'Accord de l'OMC est un accord entre Etats, n'ayant aucun effet direct sur les citoyens ou les agents économiques, il n'est ni nécessaire ni prévu de prendre de nouvelles mesures réglementaires.

Un séminaire sur les obligations de notification au titre de l'Accord OTC, y compris sur les informations générales en relation avec l'Accord, s'est tenu en décembre 1996 sous les auspices du Ministère des affaires étrangères, avec la participation des autorités responsables de la notification et d'autres parties concernées.

2. La responsabilité générale au regard de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce incombe au Ministère des affaires étrangères. Toutes les questions concernant l'application et l'administration de l'Accord ainsi que les demandes de consultation doivent donc être communiquées à ce ministère à l'adresse suivante:

Det Kgl. Utenriksdepartement
(Ministère royal des affaires étrangères)
Postboks 8114 DEP.
0032 Oslo
Norvège

Le Ministère des affaires étrangères est également - en sa qualité de point de contact - responsable de la notification au Secrétariat de l'OMC des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité du pays conformément aux articles 2.9.2 et 5.6.2 pour le compte des autorités nationales compétentes.

3. Une période de 60 jours (au moins) à 90 jours est généralement ménagée pour la présentation des observations au sujet de l'adoption des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité.

4. Le point d'information pour les questions relatives aux règlements techniques, aux normes ou aux procédures d'évaluation de la conformité, etc., conformément à l'article 10.1 de l'Accord, est l'Association norvégienne de normalisation (NSF). La procédure est pleinement mise en oeuvre et elle est appliquée depuis l'entrée en vigueur de l'Accord. Les demandes d'information et de documentation doivent être adressées à:

Norges Standardiseringsforbund (NSF)
(*Association norvégienne de normalisation*)
Postboks 353 Skøyen
N-0212 Oslo

Téléphone: + (47 22) 04 92 00
Fax: + (47 22) 04 92 11

5. Tous les travaux en matière de normalisation sont réalisés par des institutions non gouvernementales privées chargées de la normalisation dans leur domaine d'activité spécifique (construction, télécommunications, technologie de l'information, etc.). L'Association norvégienne de normalisation est l'organisme central pour les questions de normalisation dans le pays et elle est responsable - entre autres - de la coordination des travaux de normalisation entre les organismes nationaux à activité normative et vis-à-vis des autorités concernées.

6. La Norvège attache une grande importance au Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes figurant à l'Annexe 3 de l'Accord. Les organismes nationaux à activité normative suivants ont accepté le Code:

Norges Standardiseringsforbund (NSF)
(*Association norvégienne de normalisation*)
Postboks 353 Skøyen
N-0212 Oslo

Téléphone: + (47 22) 04 92 00
Fax: + (47 22) 04 92 11

Norsk Elektroteknisk Komité (NEK)
(*Comité électrotechnique norvégien*)
Postboks 280 Skøyen
N-0210 Oslo

Téléphone: + (47 22) 52 69 50
Fax: + (47 22) 52 69 61

Ces deux organismes assurent la plupart des travaux de normalisation réalisés en Norvège, à l'exception de la normalisation dans le domaine des télécommunications. Le Ministère des affaires étrangères a demandé à l'organisme à activité normative dans ce domaine de notifier au Secrétariat de l'OMC qu'il acceptait le Code. La notification devrait être faite par cet organisme prochainement.